

L'Europe solidaire, nouvel enjeu pour la démocratie

MICHEL BARNIER¹

PHILIPPE SEGRETAIN² : Nous voulions travailler sur l'articulation entre solidarité, valeurs européennes et démocratie, fondement de notre vivre ensemble. Nous voulions bénéficier de votre regard ou plutôt de vos regards : au niveau local, en tant qu'élu en Savoie, au niveau national, en tant que ministre à différents portefeuilles, et au niveau européen, en tant que député et commissaire européen. Si vous nous représentez aujourd'hui dans la difficile négociation avec le Royaume-Uni, c'est que vous avez pris une certaine distance, un certain recul.

MICHEL BARNIER : Le grand danger quand on parle de l'Europe, c'est le silence. Nicole Gnesotto citait le général de Gaulle, qui a beaucoup compté pour moi et qui disait : « Il faut combattre la démagogie par la démocratie. » Or nous voyons les hommes politiques de droite et de gauche aller décider à Bruxelles et, de retour en France, raser les murs, avoir l'Europe honteuse, ne rien expliquer, et ne pas assumer ce qu'ils ont eux-mêmes décidé. Ils trouvent commode de dire que tout ce qui ne va pas est de la faute de Bruxelles, comme pour se défaire de leur propre responsabilité. J'en ai assez de ce silence. J'ai décidé de prendre du temps pour casser ce silence et, dès que j'en ai l'occasion, comme aujourd'hui, d'expliquer pourquoi on doit être européen en plus d'être patriote, pourquoi des hommes politiques de droite et de gauche qui veulent ratisser large et essaient de gagner des voix en

1 Michel Barnier est négociateur en chef de la Commission européenne chargé de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni

2 Philippe Segretain, pilote du groupe de travail de la session 2017, présidait la séance.

critiquant Bruxelles ont tort et agissent contre l'intérêt national. Je ne veux pas dire pour autant que tout est formidable à Bruxelles et que l'Europe ne fait pas d'erreurs. On peut mettre plus de démocratie, réduire la bureaucratie – bien qu'il y en ait ailleurs qu'à Bruxelles. J'ai été membre du gouvernement à plusieurs reprises et deux fois commissaire européen, j'ai toujours pensé que quand les technocrates prennent le pouvoir, à Paris, Lyon ou Bruxelles, c'est que les politiques le leur ont laissé ; c'est aux politiques d'assumer leurs responsabilités. Tout ne va pas bien à Bruxelles, il y a beaucoup de choses à changer et réformer comme l'a très bien dit, avec une conviction européenne que je n'avais plus entendue à l'Élysée depuis François Mitterrand, le président Macron. Mais il y a des choses à dire au départ : si on n'explique pas, si on n'assume pas, le débat part dans un mauvais sens.

Les raisons de la complexité européenne

Quels qu'aient été les rêves fédéralistes des pères fondateurs dans les années 50, ce n'est pas cela que nous sommes en train de construire. L'Europe d'aujourd'hui, c'est 28 pays, bientôt 27, qui ne construisent pas un état fédéral ; il n'y a pas un peuple européen, il n'y a pas une nation européenne, il y a 28 nations, 24 langues et, selon le poète, « Si l'Europe doit parler d'une seule voix, elle ne doit pas parler une seule langue ». Cela explique pourquoi l'Europe est compliquée, pourquoi cela ne peut pas être simple. Au Parlement, à la réunion des conseils de ministres, tout autour de la salle, il y a des cabines vitrées, 24 cabines occupées par deux interprètes qui traduisent simultanément ce que dit chacun dans 23 autres langues. C'est compliqué, ça coûte cher, on pourrait faire des économies en supprimant les interprètes. Mais si on supprime les 24 cabines de traducteurs, on devra tous parler la même langue... l'anglais. Si on ne veut pas d'une Europe uniforme, il faut accepter cette complexité d'institutions qui agissent au nom de la plus grande circonscription politique du monde. Elle représente près de 500 millions de citoyens, 28 nations qui ne veulent pas fusionner, chacune voulant garder son identité, sa langue, sa culture, ses traditions. Nous tenons à notre différence et nous devons accepter que les autres tiennent à la leur. Si nous voulons que ça fonctionne, cela ne peut pas être simple. Il n'y a pas de premier ministre à Bruxelles, il y a une institution qui joue ce rôle, la Commission européenne, 28 personnes qui, une fois nommées, cessent de représenter leur pays et agissent pour l'intérêt général européen. Les propositions de la Commission sont issues de ce travail collégial de 28 personnes issues de la droite, de la gauche et du centre, qui ont leur sensibilité, mais qui travaillent pour faire des propositions aux deux chambres élues : d'un côté, la chambre des États – les conseils des ministres au-dessus desquels se trouve le Conseil européen avec les 28 chefs d'État et de gouvernement qui décident sur les propositions de la Commission – et, de l'autre, la chambre des citoyens, le Parlement européen qui a un rôle égal à celui

du conseil des ministres. Si nous voulons une Europe unie et non pas uniforme, il faut accepter une certaine complexité et l'expliquer.

Vous m'avez invité aussi en tant que négociateur du Brexit, fonction que j'exerce au nom des 27 pays de l'Union européenne et en bonne intelligence avec le Parlement européen. C'est une tâche passionnante et difficile, une négociation extraordinaire, unique (et je ferai tout pour qu'elle le reste !) avec le peuple britannique qui a décidé par référendum de redevenir solitaire plutôt que de rester solidaire. Je me souviens avoir voté pour la première fois à l'âge de 21 ans (âge de la majorité d'alors) lors d'un référendum organisé par Mr Pompidou, en 1972, pour l'adhésion de quatre pays, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark et la Norvège. J'ai fait campagne pour le oui, ce qui n'était pas évident pour le militant du parti gaulliste que j'étais. Je ne l'ai jamais regretté. Nous regrettons ce non britannique, mais nous le respectons, et ma tâche est de le mettre en œuvre sans agressivité, mais sans naïveté non plus. Je dois d'abord traiter avec les Britanniques des conditions du divorce, moment coûteux et difficile. Mais ce n'est pas le plus important dans notre avenir avec les Britanniques, car nous devons organiser cet avenir avec eux, même s'ils se séparent de l'Union. Il faut organiser cette séparation le plus correctement possible et bâtir ensuite avec eux un partenariat nouveau lorsqu'ils seront devenus un pays tiers. Je dois traiter des questions aussi graves que celles des droits des citoyens, de la portabilité des pensions, des droits aux prestations sociales : 4,5 millions de citoyens de part et d'autre qui ne sont pas sûrs de leur statut de résident après le Brexit ; 3,4 millions d'Européens qui vivent et travaillent au Royaume-Uni et 1,2 million de Britanniques qui vivent et travaillent ou sont retraités dans l'un des 27 pays de l'Union. Il faut sécuriser ces droits. Il y a la question des frontières, notamment en Irlande, où pour établir la paix après le conflit tragique entre catholiques et protestants, l'île d'Irlande est devenue une zone sans frontières entre la République d'Irlande et l'Ulster, l'Irlande du nord, qui appartient au Royaume-Uni. Or, nous devons pouvoir contrôler toutes les marchandises et les personnes qui entrent et sortent du marché unique, mais sans recréer de frontière. Établir des contrôles sans frontières physiques est le deuxième défi.

Le troisième défi est celui du budget. Le Royaume-Uni a pris avec nous des engagements budgétaires pour la période 2014-2020, le budget européen étant intégré dans un cadre financier pluriannuel d'une durée de 7 ans. Nous prenons tous les engagements ensemble et notre intention n'est pas de payer à 27 ce qui a été décidé à 28. Donc les britanniques payent leur part, ce qui est logique.

Les leçons du Brexit : écouter le sentiment populaire

Il y a une différence entre les conséquences du Brexit que je suis chargé de gérer en grande partie et les leçons du Brexit qui intéressent tout le monde. Il faut prendre

le temps de comprendre pourquoi une majorité de citoyens britanniques ont voté ainsi. Je recommande de ne pas confondre le populisme et le sentiment populaire. Parmi les votes pour le Brexit, il y a une partie d'électeurs nostalgiques de ce qu'a été le Royaume-Uni autrefois – il y en a aussi en France (c'était mieux avant...) –, des gens qui ont voté contre des réglementations de Bruxelles qui parfois empêchent de spéculer tranquillement. Mais il y a d'autres votes plus graves : une majorité de gens dans les régions désindustrialisées se sont sentis abandonnés, laissés de côté, sans protection contre les excès de la mondialisation. Par leur vote, ils ont exprimé une souffrance sociale liée aussi au chômage. Il faut comprendre, écouter et répondre au populisme, de droite ou de gauche, qui utilise le sentiment populaire. Ce vote britannique ressemble, à bien des égards, à des votes que nous rencontrons chez nous. Si l'on examine le vote pour Mme Le Pen dans certaines régions de France, on constate que le vote d'extrême droite est corrélé à une première courbe, celle du chômage, une deuxième courbe qui correspond à la distance de votre maison à une gare et une troisième à la distance qui vous sépare d'un médecin. Ce sont des situations qui donnent le sentiment d'être laissés pour compte. Il faut comprendre ces votes et y répondre.

Jacques Delors définissait le contrat européen par cette belle formule : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. » Sans doute ces trois éléments étaient-ils équilibrés au temps où il était président de la Commission, travaillant en grande complicité avec le chancelier Helmut Kohl et François Mitterrand. Ce que j'ai constaté depuis 15 ans, c'est que le premier pilier a pris le dessus au détriment des deux autres. On a donné la priorité à cet excès de libéralisme en dérégulant. Lorsque j'ai été nommé commissaire européen pour la deuxième fois en 2010, chargé du marché intérieur et des services financiers, nous étions en plein cœur de la crise financière. Des millions d'emplois ont été détruits, cela a coûté 12 à 13 % de points de PIB pour redresser les banques alors même que ce sont des banquiers, notamment américains, qui se sont cru tout permis, ou plutôt à qui on a tout permis à force de déréguler. Ce sont eux qui ont mis des produits toxiques sur le marché, se sont payés des bonus insensés, prenant tous les risques pour se faire payer plus et laissant les contribuables payer les risques, ça suffit !

J'ai dit au président de la Commission qui me nommait à ce poste – où aucun Français n'avait jamais été nommé – que je ne reviendrais qu'à condition de changer la ligne de l'Union européenne, de revenir à l'économie sociale de marché, avec des marchés financiers qui travaillent au service de l'économie réelle et non pas pour leurs propres services. C'est ce que nous avons fait patiemment pendant cinq ans à travers 41 lois de régulation financière qui sont aujourd'hui actives et qu'il faudrait compléter et renforcer. C'est une des raisons de la souffrance sociale ou de l'incompréhension, du sentiment que l'Europe ne protège pas. Bruxelles a commis cette faute importante, soutenue par beaucoup de gouvernements de droite et de gauche,

dérégulant et baissant les bras devant la finance mondiale. Il était temps de redresser la barre.

Le Brexit plus la montée des populismes un peu partout, l'élection de Donald Trump, l'instabilité autour de la Méditerranée, les attentats au cœur même de notre société, tout cela a créé – j'y vois un point d'optimisme ou de volontarisme – un climat assez nouveau de celui que j'ai ressenti en 2010-11 au cœur de la crise financière. Il y a eu une telle secousse, de telles conséquences politiques, économiques et sociales qu'il a fallu que les dirigeants européens mobilisent toute leur énergie en défensive, le dos au mur, pour résister et regagner pas à pas la stabilité financière et un certain ordre économique. Sans une certaine stabilité, personne n'investit, personne n'a confiance ; on ne peut pas agir à moyen et long terme si, à court terme, tout bouge. Je sens une ambiance un peu différente aujourd'hui, peut-être à cause de tous ces éléments mis ensemble qui ont provoqué une sorte d'électrochoc, de sentiment collectif de responsabilité des dirigeants européens. C'est une des raisons pour lesquelles, dans la négociation que je conduis en leur nom, ils sont unis sur le mandat qu'ils m'ont donné. Si je ne me trompe pas et si ces dirigeants européens ont cette exigence d'un nouveau volontarisme pour corriger les erreurs, mettre plus de démocratie, réduire la bureaucratie, il faut qu'ils agissent ensemble.

Les raisons d'être ensemble

Pourquoi devons-nous être ensemble pour gérer ou faire face à un certain nombre de challenges qu'on ne peut plus relever chacun pour soi ? Il y a 5 ans, le premier ministre britannique, pour soutenir les efforts que je faisais sur le marché intérieur,

European countries could disappear from the world's top 10 economies after 2050

1	US	China	China	China
2	China	US	US	India
3	Japan	India	India	US
4	India	Japan	Japan	Brazil
5	Germany	Russia	Brazil	Japan
6	Russia	▼ Germany	Russia	Russia
7	Brazil	Brazil	▼ Germany	Mexico
8	UK	UK	Mexico	Indonesia
9	France	France	France	▼ Germany
10	Italy	Mexico	▼ UK	UK
	2010	2020	2030	2050

Les pays européens pourraient disparaître du tableau des 10 premières puissances économiques du monde après 2050

a publié une brochure pour marquer son soutien à ce que je faisais. Il ne l'avait pas fait pour la régulation financière, mais il l'a fait pour le marché intérieur.

Tous les 10 ans, un des quatre européens est éjecté du tableau. En 2050, l'Allemagne sera 9^e, il n'y aura plus un seul pays européen dans le G8. Si nous voulons être à la table de ceux qui décident de l'ordre ou du désordre du monde, si nous voulons y défendre nos idées, notre modèle social et culturel, nos valeurs, être ensemble n'est pas une option, mais une nécessité. Séparés, nous sommes éjectés du tableau, et si nous n'y sommes pas, nous serons définitivement dominés, sous influence, sous-traitants des Chinois ou des Américains. Je ne me suis pas engagé en politique pour être sous-traitant ou sous influence. Si nous réfléchissons aux nouveaux moyens d'être influents, d'être un acteur global dans le monde, nous n'avons qu'une seule option : être ensemble. Avec l'union à 27, nous pourrions durablement être 2^e ou 3^e dans le monde.

Face aux défis de ce monde qui est de plus en plus fragile avec le changement climatique, injuste avec la pauvreté, instable avec les guerres et le terrorisme, comment agir ? Comment se protéger ? Comment faire valoir nos intérêts, sans complexes – parce que les autres n'en ont pas ? Comment défendre notre modèle social et culturel ? Le Brexit peut se révéler utile pour y parvenir.

Mr Ross, le ministre du Commerce américain qui défend ses intérêts derrière Mr Trump est venu à Londres et a déclaré aux Anglais, sans aucun complexe : « Nous allons bâtir avec vous un contrat transatlantique exceptionnel, vous allez pouvoir converger vers nous, mais vous devez diverger des Européens. » Deux jours après, en réaction à ses propos, j'ai dit aux Britanniques : « Réfléchissez bien, vous quittez l'Union européenne, allez-vous quitter aussi le modèle réglementaire européen que vous avez construit avec nous depuis 45 ans ? » On peut dire tout ce qu'on veut sur les règles européennes, mais ce modèle traduit un choix de société qui n'est pas le même que celui des Africains, des Chinois ou des Américains. Ce modèle réglementaire que nous avons construit patiemment ensemble traduit un choix auquel nous tenons, y compris dans des sujets de la vie quotidienne, le choix alimentaire par exemple. Le ministre américain a donné comme exemple de la convergence qu'il souhaitait de la part des Anglais l'abandon d'une règle qui fait que nous refusons nous, Européens, d'acheter du poulet américain, parce qu'il est chloré. Il n'est pas question d'accepter ce type de modèle alimentaire, pas plus que la viande clonée ou les OGM à outrance. Nous avons un modèle alimentaire qui est fait de produits de qualité, divers et traçables. Nous n'avons pas l'intention d'en changer sous prétexte que les Britanniques s'en vont.

Même chose en ce qui concerne l'économie sociale de marché et les marchés financiers, nous avons construit une architecture de régulation pour nous protéger des excès de la spéculation mondiale. Tous les jours au-dessus de nos têtes, les échanges sur les produits financiers dérivés représentent 600 000 milliards de dollars en

permanence. Qui peut imaginer que la France ou l'Allemagne toutes seules peuvent se protéger ou créer des règles ? Si vous entendez un homme politique vous dire qu'en étant derrière nos frontières nationales nous allons nous protéger contre cette spéculation financière mondiale, ce n'est pas vrai. Seule la Commission européenne est capable d'infliger des amendes de 500 ou 600 millions d'euros à des entreprises américaines ou des multinationales qui ne respectent pas les règles. Qu'il s'agisse de se protéger de la spéculation financière mondiale, de relever le défi majeur de la solidarité ou celui du développement de l'Afrique qui est tout à côté de nous et où se trouvent tant de difficultés et de potentiel, celui du changement climatique, de la défense et de la lutte contre le terrorisme, de la gestion de nos frontières, de l'accueil humaniste des réfugiés politiques, ou encore de la gestion des catastrophes naturelles, nous ne pouvons y arriver qu'ensemble. J'ai été très heureux que le président de la République reprenne une idée à laquelle je tiens : créer une force européenne de protection civile. Quand il y a des catastrophes chez nous ou à l'extérieur, comme à Haïti, avec ses 250 000 morts, les Européens partent tous en ordre dispersé, sans aucune coordination.

Voilà quelques exemples de ce que nous ne pouvons faire qu'ensemble si nous voulons le faire bien, être dans nos échanges fermes, ouverts, mais jamais naïfs, et surveiller les investissements étrangers – qui achète quoi en Europe ? – pour ne pas laisser partir certains actifs stratégiques. Enfin rétablir le dialogue social dont il a été question à Göteborg pour rebâtir un socle social et remettre au cœur du projet européen l'humain qui n'aurait jamais dû cesser d'y être. Nous avons besoin des nations pour combattre le nationalisme et faire face à tous ces défis qu'on ne peut pas relever chacun chez soi ou chacun pour soi.

Au terme de ces Semaines sociales, je citerai une phrase qui m'a marqué et qui m'est utile dans l'exercice des missions qui me sont confiées. Cette phrase, simplement composée de quatre mots, a été prononcée par Benoît XVI dans son homélie, lors de sa messe d'intronisation : « Chaque homme est nécessaire. » Je n'ai jamais dans ma vie publique entendu quatre mots lus ensemble qui aient autant de force. Je pourrais le paraphraser en disant : « Chaque citoyen est nécessaire. Chaque territoire est nécessaire. Chaque entreprise est nécessaire... » C'est avec le sentiment de cette nécessité que les dirigeants européens doivent maintenant relever les défis, répondre au populisme, donner une réponse plus concrète au sentiment populaire qui est souvent juste et préserver le projet européen.

Le choix n'est pas entre la France et l'Europe, elles vont ensemble, mais entre une Europe européenne souveraine et indépendante, faite de cette mutualisation de nations, ou une Europe sous-traitante. Pour ma part, j'ai choisi de lutter pour que mon pays, au sein de l'Europe, se batte pour une Europe indépendante et souveraine.